

Brochure n° 3244

Convention collective nationale

IDCC : 1505. – **COMMERCE DE DÉTAIL
DES FRUITS ET LÉGUMES,
ÉPICERIE
ET PRODUITS LAITIERS**
(10^e édition. – **Novembre 2003**)

AVENANT N° 67 DU 7 AVRIL 2005
RELATIF AUX CERTIFICATS DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE,
(ANNULE ET REMPLACE LES AVENANTS N°s 55 ET 58)

NOR : *ASET0550630M*

IDCC : 1505

Entre :

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD);

La fédération nationale de l'épicerie (FNDE) ;

La fédération nationale des détaillants en produits laitiers (FNDPL),
réunies pour gérer les questions relatives à la formation professionnelle dans
l'association des fédérations de fruits et légumes, épicerie et crèmerie, dite
AFFLEC,

D'une part, et

La fédération des syndicats CFTC-CSFV ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation,
des tabacs et activités annexes FO ;

La fédération nationale agroalimentaire CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

Création des certificats de qualification professionnelle

1.1. Définition du certificat de qualification professionnelle

Le certificat de qualification professionnelle (CQP) est un titre attestant, dans les conditions définies ci-après, de la qualification professionnelle, nécessaire à l'exercice du métier :

- acquise lors d'une formation en alternance ;
- et/ou acquise lors de l'exercice quotidien du métier et pouvant être soumise à la validation des acquis de l'expérience (VAE).

Les métiers concernés, par le champ du présent accord, sont ceux du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et des produits laitiers (convention collective nationale n° 3244).

Les CQP sont créés et délivrés par la commission paritaire nationale de l'emploi, ci-après dénommée CPNE, seule instance légalement habilitée à représenter les 3 professions dans ce domaine. Les avenants paritaires portant création des CQP déterminent les conditions de délivrance du titre.

1.2. Création d'un certificat de qualification professionnelle

Les organisations, représentées à la CPNE, proposent la création d'un CQP pour un des métiers du commerce de détail alimentaire de la convention collective nationale n° 3244.

Cette demande est portée à l'ordre du jour de la CPNE. Elle est examinée en fonction d'un cahier des charges spécifique à chaque CQP, présenté par l'organisation professionnelle concernée.

Ce cahier des charges comprendra :

- la description du poste en relation avec son niveau de classification dans la branche ;
- le référentiel d'activité et de compétences ;
- le référentiel de certification ;
- les perspectives d'emploi ou d'évolution des emplois.

La CPNE est seule habilitée à créer un CQP.

1.3. Renouvellement, modification et suppression des CQP

Chaque CQP est créé pour une période probatoire de 2 ans qui donne lieu à l'expérimentation prévue par la loi.

Au terme de cette période, le CQP se trouve :

- soit reconduit par tacite reconduction pour une durée de 3 ans renouvelable ;
- soit supprimé par la CPNE, auquel cas les actions de formation en cours seront menées à leur terme jusqu'à la délivrance des certificats dont les titulaires pourront se prévaloir ;
- soit reconduit après modifications décidées par la CPNE, pour une durée de 3 ans renouvelables. Les modifications adoptées sont appliquées à tout cycle de formation débutant après la décision de la CPNE.

1.4. Communication

La CPNE ainsi que les organisations professionnelles concernées feront connaître à l'ensemble des entreprises relevant de la convention collective nationale :

- la création de tout certificat de qualification professionnelle (CQP) ;
- les noms des organismes habilités pour assurer la formation de préparation à ce certificat de qualification professionnelle (CQP) et l'accompagnement VAE (cf. art. 4).

1.5. Délivrance des CQP

Les CQP sont délivrés par la CPNE à des salariés relevant de la convention collective nationale n° 3244. La CPNE se prononce après l'avis d'une commission de notation.

1.6. Commission d'appel

Pour tout problème relatif à la formation ou à l'attribution d'un CQP, soulevé par un(e) candidat(e) ou par une (ou plusieurs) entreprise(s), la CPNE pourra se réunir en commission d'appel. Elle aura tout pouvoir pour :

- entendre les parties concernées ;
- rendre ses conclusions et statuer en conséquence.

Elle statue en dernier ressort.

1.7. Classification

Au regard des expériences menées depuis la création des CQP, les partenaires sociaux décident qu'une fois la certification de la qualification professionnelle acquise, le titulaire accédera au niveau de la classification définie dans l'avenant créant le CQP, après 6 mois d'ancienneté dans le métier et dans le poste correspondant au niveau de la classification. Le point de départ de ce délai est celui de la date de la réunion de la commission de notation.

Article 2

Délivrance des certificats de qualification professionnelle dans le cadre des contrats et périodes de professionnalisation

La CPNE se prononce après l'avis d'une commission de notation dont les avis sont rendus à la fin de la période de formation.

2.1. Composition de la commission de notation

Elle est composée :

- d'un président de commission nommé par l'organisation professionnelle concernée ;
- de 3 professionnels au minimum, choisis prioritairement parmi les tuteurs de la session du CQP concernée ou, à défaut, par tout autre professionnel ayant une expérience suffisante de l'évaluation des stagiaires.

Par ailleurs :

- un représentant de l'AFFLEC, par délégation de la CPNE, assistera à la commission de notation afin de s'assurer du respect des modalités de l'évaluation ;

- l'organisme de formation sera représenté pour fournir toutes indications utiles, mais ne prendra pas part à la décision finale.

2.2. Evaluations

L'avis final de la commission de notation prendre en compte :

- l'évaluation du tuteur portée sur le carnet de suivi ;
- l'évaluation du centre de formation portée sur le carnet de suivi ;
- les évaluations de la commission de notation.

2.3. Rôle et obligations des organismes de formation

L'organisation et la conception de la commission de notation sont du ressort de l'organisme de formation habilité à préparer le CQP correspondant. L'organisme de formation préparant les CQP doit fournir à l'organisation professionnelle concernée :

- 2 mois avant la date de la validation, une proposition écrite de déroulement (date, composition de la commission d'évaluation, logistique et organisation...) qui devra être validée par l'organisation professionnelle ;
- le jour de la validation, les carnets de suivi dûment remplis.

L'organisme de formation-accompagnement tuteur est garant des évaluations tuteurs et responsables de notation portées dans les carnets de suivi.

L'organisme de formation habilité à préparer le CQP assurera toute la logistique de l'organisation de la commission de notation et prendra à sa charge l'ensemble des frais de cette validation.

Exceptionnellement, la CPNE pourra ajourner la délivrance du CQP afin de permettre au candidat de se représenter dans l'année suivant la commission de notation, à condition d'exercer le métier pendant cette période. Cet ajournement ne pourra se faire qu'une seule fois.

2.4. Fonction tutorale

2.4.1. Désignation.

La fonction tutorale est assurée :

- par l'employeur ;
- ou par un membre du personnel du point de vente d'accueil du CQP, avec l'accord de l'intéressé, désigné par l'employeur.

Le choix du tuteur (fonction, qualification...) doit se faire en application du décret n° 2004-968 du 13 septembre 2004.

2.4.2. Formation à l'accompagnement.

Les partenaires sociaux rappellent l'importance du tuteur dans sa mission d'encadrement et d'accueil des alternants. Pour exercer cette mission, il devra obligatoirement être formé sur un programme spécifiquement conçu à son intention, pendant une durée de 42 heures minimum ; cette formation se fera par un accompagnement en entreprise et en organisme de formation et devra être réalisée par un organisme de formation habilité annuellement par la CPNE dans les mêmes conditions que les organismes préparant aux CQP.

Article 3

Délivrance des CQP par la voie de la VAE

3.1. L'accompagnateur

Les partenaires sociaux conscients de la difficulté des salariés de la branche de s'engager dans une démarche de validation des acquis de l'expérience (VAE), du fait de l'obligation de constituer un dossier d'expérience, décident d'aider les candidats en les faisant bénéficier de l'aide d'un accompagnateur.

L'accompagnateur est une personne extérieure à l'entreprise, confirmée pour sa compétence en matière de VAE dans nos métiers.

Il devra s'être préparé à cette fonction par une formation spécifique et être habilité annuellement par la CPNE.

3.2. Désignation

Le choix de l'accompagnateur est assuré par le candidat sur une liste d'accompagnateurs potentiels tenue à jour par le secrétariat de l'AFFLEC.

L'accompagnateur pourra se faire aider, à son choix, de tout expert ou formateur extérieur.

3.3. Rôles et missions

L'accompagnateur est chargé :

- d'aider à l'élaboration du dossier de récit d'expériences ;
- de fournir toutes les indications utiles à la commission de notation ;
- d'évaluer le candidat en fin de parcours, en fonction du cahier des charges de chaque CQP.

3.4. Validation des CQP dans le cadre de la VAE

La CPNE se prononcera pour la délivrance totale ou partielle du CQP en examinant le dossier de récits d'expérience constitué par le candidat et les évaluations réalisées par la commission de notation (art. 2.1) se réunissant au sein des organismes habilités par la branche pour préparer le CQP.

Deux types d'évaluation sont pris en compte :

- l'évaluation par l'accompagnateur ;
- l'évaluation d'une commission de notation constituée de manière identique à celle des CQP préparés dans le cadre de certificats et périodes de professionnalisation.

L'organisme de formation devra assurer la logistique de l'organisation de la commission de notation et prendra à sa charge l'ensemble des frais de cette validation.

3.5. Dispositif de soutien de branche à la démarche de validation des acquis de l'expérience en vue de l'obtention d'un CQP

Il comprend :

a) Un stage : « Démarche VAE » (durée maximale de 7 heures) réalisé par un organisme habilité par la CPNE pour dispenser la formation-accompagnateur tuteur. Il est obligatoire pour tout candidat désirant obtenir un CQP par la VAE. Les objectifs sont les suivants :

- examiner les prérequis spécifiques nécessaires à l'engagement de la démarche VAE ;
- vérifier la pertinence du projet ;

- s'approprier le référentiel du CQP correspondant au projet ;
- s'auto-évaluer par rapport à ce référentiel ;
- choisir son accompagnateur.

b) Un appui méthodologique (durée maximale 24 heures) destiné :

- à aider le candidat dans l'élaboration de son dossier de récits d'expérience ;
- de bâtir un parcours formation ;
- de le préparer à l'entretien avec le jury.

Cet appui, réalisé avec l'aide de l'accompagnateur se déroulera tout au long de la démarche VAE, jusqu'à la certification.

c) Un appui formatif d'une durée maximale de 150 heures permettant au candidat de consolider ou d'acquérir des connaissances nécessaires à une maîtrise suffisante des compétences requises par le référentiel. Cet appui formatif pourra comprendre des stages de formation, des parcours d'expérience ou tout autre moyen lui permettant d'acquérir les compétences. Cet appui formatif pourra être dispensé dans un ou plusieurs centres de formation. L'appui formatif pourra être renouvelé dans les mêmes conditions en cas de validation partielle par le jury du CQP.

Article 4

Habilitation des organismes de formation et des accompagnateurs VAE

4.1. Organisme de formation

Tout organisme désirant organiser une formation conduisant à un CQP devra préalablement être habilité par la CPNE.

Par cette habilitation, la branche veut s'assurer :

- de la capacité du centre à réaliser l'action de professionnalisation permettant l'acquisition des compétences par les candidats au CQP ;
- que celle-ci se déroulera conformément au cahier des charges validé par la CPNE ;
- que l'organisme de formation prendra en compte les spécificités de la branche.

Le parcours de formation par lui-même est du domaine de responsabilité du centre de formation ; seule l'acquisition des compétences finales sera validée par la délivrance du CQP.

L'habilitation est accordée pour la durée d'une session de CQP, elle pourra être reconduite suite à une demande de renouvellement.

La démarche d'habilitation abordera 3 dimensions complémentaires :

- l'organisation générale du centre ;
- le processus de mise en place d'une action spécifique ;
- les objectifs et les moyens de la réussite du dispositif.

Elle sera réalisée par un représentant de l’AFFLEC, par délégation de la CPNE à partir :

- d’entretiens avec les acteurs hiérarchiques et fonctionnels impliqués dans la mise en place du CQP ;
- d’examen des documents se rapportant la mise en place du CQP.

Le résultat de l’audit sera présenté et commenté devant la CPNE qui se prononcera sur l’habilitation.

Pendant cette période d’habilitation, l’organisme de formation pourra organiser une commission de notation, dans les conditions décrites à l’article 2.3 du présent avenant, destinée à valider les compétences dans le cadre de la validation des acquis de l’expérience.

4.2. Accompagnateur VAE

Toute personne physique désirant devenir accompagnateur VAE en vue de la validation d’un CQP devra être préalablement habilitée par la CPNE.

Par cette habilitation, la branche veut s’assurer :

- de la capacité du futur accompagnateur à réaliser l’action en cohérence avec la méthodologie définie ;
- de la prise en compte des spécificités de la branche.

L’habilitation est accordée pour une durée de 1 an ; elle pourra être reconduite suite à une demande de renouvellement. Tout accompagnement commencé devra être mené à son terme.

La démarche d’habilitation abordera :

- le CV et l’expérience de la personne ;
- sa connaissance de la branche professionnelle.

Elle sera réalisée par un représentant de l’AFFLEC par délégation de la CPNE.

Le résultat de cet audit sera présenté et commenté devant la CPNE qui se prononcera sur l’habilitation.

Le candidat sera habilité sous réserve d’avoir suivi le stage « formation des accompagnateurs VAE » organisé par un organisme habilité à dispenser la formation-accompagnement tuteur.

Fait à Paris, le 7 avril 2005.

(Suivent les signatures.)